

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres

Les ministres du Commerce de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se sont réunis les 7 et 8 juin pour discuter de l'état des échanges internationaux ainsi que de l'investissement et du changement climatique. En ce qui concerne les échanges particulièrement, les ministres ont discuté des moyens de faire en sorte que les bienfaits générés par la mondialisation profitent à tous les pays et intervenants.

La déclaration de la Présidence, publiée à la fin de la réunion, soulignait le fait que les ministres ne sont pas parvenus à un consensus sur tous les enjeux, particulièrement sur le changement climatique. Des sources ont affirmé que les États-Unis, qui se sont récemment retirés de l'Accord de Paris, ont refusé de signer chaque aspect de la déclaration.

En ce qui a trait aux échanges, cependant, on peut lire dans la déclaration que les ministres « sont proches d'un consensus » sur l'importance de garantir la présence d'un système d'échanges de biens et de services qui s'effectuent à des conditions équitables avec l'Organisation mondiale du commerce en son centre.

« La nécessité de renforcer les fonctions de négociation, de règlement des différends et de suivi relevant de l'OMC, et de s'engager à travailler ensemble en vue d'assurer la réussite de la 11^e Conférence ministérielle de l'OMC, pour que celle -ci voie à l'élaboration de règles au niveau international propres à résoudre les questions relatives aux échanges et à l'investissement importantes pour l'économie mondiale », peut-on lire dans la déclaration de la Présidence.

La déclaration se poursuit pour réaffirmer les engagements des Membres de l'OCDE à résister au protectionnisme sous toutes ses formes, mais aussi « la nécessité d'améliorer le fonctionnement des marchés et d'agir pour que les États et les entités qui leur sont associées suppriment les mesures de soutien source de distorsions sur les marchés. »

Les États-Unis ont publié une déclaration distincte, qui réitère essentiellement les mêmes points de vue. « Nous soulignons l'importance d'obtenir l'accès aux marchés par l'élimination des obstacles et des pratiques commerciales déloyales. Par conséquent, nous appuyons la suppression des pratiques ayant des effets de distorsion des échanges telles que le dumping, les obstacles non tarifaires discriminatoires, les transferts de technologie forcés, les capacités non économiques, les subventions et les autres formes de soutien des gouvernements et des sociétés détenues ou contrôlées par le gouvernement qui ont des effets de distorsion des échanges, tout cela afin de favoriser des règles du jeu réellement équitables. Nous reconnaissons le droit d'utiliser les recours commerciaux conformes à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour s'attaquer à de telles pratiques et pour faire appliquer nos droits », peut-on lire dans la déclaration des États-Unis.

« Les États-Unis reconnaissent l'importance des systèmes commerciaux internationaux, notamment des accords commerciaux conformes à l'OMC. Nous nous engageons aussi à travailler avec les autres Membres pour améliorer le fonctionnement de l'OMC, afin d'assurer une mise en œuvre complète et transparente ainsi qu'une application efficace et en temps opportun des accords de l'OMC ainsi qu'ils ont été négociés, et à déployer les plus grands efforts pour parvenir à une 11^e Conférence ministérielle de l'OMC réussie », lit-on ensuite.

Il y a manifestement un rejet de plus en plus massif de la mondialisation dans des segments importants de la population de nombreux pays, a déclaré le directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo. Cependant, « la véritable raison de la faible croissance commerciale des dernières années est la faible croissance économique, combinée – pas nécessairement au protectionnisme –, mais à une absence de libéralisation », a-t-il ajouté.

Cela devrait changer avec la mise en œuvre des récents succès de l'OMC, c'est-à-dire la facilitation des échanges, l'expansion de l'Accord sur les technologies de l'information et l'élimination des subventions à

l'exportation agricole, a souligné M. Azevêdo, ajoutant que la CM11 à venir sera une autre belle occasion de faire des progrès.

« Nous devons nous assurer que le commerce contribue à résoudre les problèmes auxquels les dirigeants sont confrontés aujourd'hui. Il ne fait aucun doute dans mon esprit que le commerce peut faire encore plus pour créer des emplois et soutenir la croissance et le développement », a déclaré M. Azevêdo.

Quel type de conférence ministérielle voulez-vous?

Comme d'habitude, quelques pays de l'OMC se sont rassemblés en marge du Forum de l'OCDE pour discuter des préparatifs de la CM11. Quelque 30 Membres de l'OMC ont participé à la réunion, coprésidée par le ministre du Commerce de l'Australie, Steven Ciobo, et son homologue de l'Argentine, Susana Malcorra, dont le représentant pour le commerce des États-Unis Robert Lighthizer et le ministre du Commerce du Canada, François-Philippe Champagne.

Il n'y a eu aucune surprise, a affirmé une source, alors que les pays réitéraient leur position. L'Inde a adopté la ligne dure sur l'enjeu de la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire, pour lequel les Membres ont le mandat précis de parvenir à une solution permanente à Buenos Aires. De très nombreux pays ont demandé à ce que le soutien interne soit considéré comme prioritaire.

M. Lighthizer, entre-temps, a demandé aux Membres de demeurer réalistes dans leurs demandes puisque les pays

ont des points de vue très éloignés sur certains enjeux. Le nouveau représentant pour le commerce des États-Unis a affirmé que les États-Unis croient en la capacité de l'OMC de favoriser des échanges libres, équitables et réciproques.

M. Azevêdo a demandé aux Membres d'agir plus concrètement en leur rappelant que le temps commence à manquer et qu'ils devront décider du type de conférence ministérielle qu'ils veulent avoir à la fin de l'année. Il a demandé aux Membres de faire davantage de travail préparatoire avant de quitter Genève pour se rendre à Buenos Aires. « Je crois que d'ici le début octobre, nous devrions être en mesure de dire ce qui est atteignable pour la CM11, et alors nous pourrions planifier en conséquence », a déclaré M. Azevêdo.

« Nous avons besoin d'un engagement continu à l'échelle des ministres dès maintenant et jusqu'à Buenos Aires. Je demande aux ministres de donner comme directive à leur délégation à Genève d'être prête à travailler de manière constructive et avec la volonté de s'engager beaucoup plus concrètement. Plus important encore, étant donné l'absence d'éléments concrets dans la plupart des discussions et le degré de difficulté de chacune d'entre elles, il est essentiel que les ministres demandent à leur délégation de faire preuve d'ouverture d'esprit et de pragmatisme » a-t-il ajouté.

« Peu importe quel sera le scénario en décembre, la CM11 doit fournir une plateforme solide pour le travail à venir. C'est essentiel pour l'avenir du commerce mondial et, par conséquent, pour toutes les économies représentées ici aujourd'hui », a conclu M. Azevêdo.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

